

Solidarité et respect des identités

Ainsi fonctionne le réseau alpin des espaces protégés

Sept pays alpins, quatre langues, plus de 2000 gestionnaires: depuis douze ans, le réseau alpin des espaces protégés (Alparc) fédère presque mille espaces protégés qui collaborent sur des projets et échangent techniques et méthodes de gestion.

Du fait de sa taille et des diverses cultures qui l'habitent, ce réseau connaît, bien sûr, des difficultés de fonctionnement mais certains éléments se révèlent être des atouts maîtres.

Tout d'abord, l'originalité de chacun est respectée. En effet, le comité de pilotage international, qui définit les actions à mener, est représentatif des divers espaces protégés alpins (du reste, tout espace protégé se situant à l'intérieur du périmètre de la convention alpine est membre d'office du réseau). Cette coopération respecte notamment la langue d'origine de chacun des pays. Aucun idiome ne vient supplanter les autres. Français, Italien, Allemand, Anglais, chacun(e) peut s'exprimer, publier, participer aux projets dans sa propre langue sans avoir recours à l'anglais; qui reste néanmoins un outil supplémentaire de communication.

Respect des différences certes, mais unité dans l'action tout de même. La cohésion est en effet une préoccupation majeure. Elle a amené par exemple, à établir une stratégie de communication visant à mettre en avant une image commune. Loin d'être anecdotiques, ces actions permettent une appropriation du réseau par ses propres membres. Il a ainsi été possible d'élaborer des outils parfois spectaculaires comme « un vol virtuel sur les Alpes »: un document qui offre une vue d'ensemble sur l'espace alpin et une immersion dans les territoires protégés. Respect des identités, cohérence et volontariat, ont permis de tisser un réseau d'entraide et d'initier des projets communs en coresponsabilité. Idyllique ce réseau? Certes non mais les limites de la coopération se situent davantage dans les lourdeurs administratives qu'imposent les grands projets internationaux. ■

GUIDO PLASMANN
RÉSEAU ALPIN DES ESPACES PROTÉGÉS

>>> Mél: guido.plasmann@alparc.org



LE SUIVI DES LIMICOLES CÔTIERS, ICI DES HÛTRIERS PIES (PHOTOS 4 ET 5) TROUVE SA JUSTIFICATION DANS LE POSITIONNEMENT BIOGÉOGRAPHIQUE DE LA FRANCE QUI EN FAIT UNE ZONE DE PREMIÈRE IMPORTANCE POUR CES OISEAUX, NOTAMMENT EN PÉRIODE DE MIGRATION.



© François Mordel

Pour une coopération internationale, suivez les migrateurs

L'Observatoire des limicoles côtiers a pris son envol

Comment un protocole de surveillance a donné naissance à un observatoire national puis à une coopération internationale.

« Les petits ruisseaux font de grandes rivières » est-il coutume de dire. Rien n'est plus vrai pour l'Observatoire des limicoles côtiers qui débute par des activités de comptage « des plus courantes » pour prendre aujourd'hui une dimension internationale. C'est en 2000 que, dans le sillage de l'Observatoire du patrimoine de Réserves naturelles de France, quelques gestionnaires de réserves naturelles se lancent dans la mise en œuvre d'un protocole commun de surveillance des oiseaux limicoles sur le littoral français métropolitain. Face à un contexte climatique et anthropique en pleine évolution, cette initiative s'avère particulièrement pertinente. En effet, étroitement dépendantes des écosystèmes estuariens et côtiers, ces espèces migratrices, ainsi suivies, offrent un outil d'évaluation pour notre littoral. Complété par des suivis plus spécifiques, intégrant les facteurs physiques et environnementaux, le dispositif initial se dimen-

sionne peu à peu, au service d'une gestion durable du littoral français. Le ruisseau grandit donc. Les comptages, conduits à la mi-janvier par *Wetlands international*, sont aujourd'hui complétés, en France, par des dénombrements mensuels. Le cycle annuel peut ainsi être abordé dans son intégralité. La création d'une base de données commune (plus de 40 % des stationnements nationaux observés en Manche-Atlantique) et l'adhésion de nouveaux territoires font entrer cette démarche scientifique dans une logique d'observatoire national qui tend peu à peu vers l'international. Cette concertation française prend toute sa dimension, en s'inscrivant à une échelle de réflexion plus globale: celle de la voie de migration est Atlantique. En se tournant vers *Wetlands international* ou encore vers l'*International wader study group*, sièges de coopérations multilatérales, l'action française renforce à présent son action par un partenariat élargi. ■

EMMANUEL CAILLOT - RÉSERVES NATURELLES DE FRANCE

>>> Mél: rnbeauguillot@wanadoo.fr